



CAHIER DES CHARGES DE LA VILLE DE LANCY relatif à des marchés de constructions

- 1. PREAMBULE**
- 2. DEFINITIONS**
 - 2.1 Parties en présence**
 - 2.2 Autres définitions**
- 3. OFFRE**
 - 3.1 Procédure et règlements**
 - 3.2 Documents**
 - 3.3 Délais et lieu de remise de l'offre**
 - 3.4 Contenu et forme de l'offre**
 - 3.5 Durée et validité de l'offre**
 - 3.6 Indemnités**
 - 3.7 Réserves et variantes**
 - 3.8 Informations complémentaires et questions**
 - 3.9 Planning de réalisation**
 - 3.10 Sous-traitance**
 - 3.11 Consortium**
 - 3.12 Devis/Descriptif/Offre**
 - 3.13 Prix et indemnités**
- 4. CONDITIONS POUR SOUMISSIONNER**
 - 4.1 Conditions de participation**
 - 4.2 Critères d'aptitude**
 - 4.3 Critères d'adjudication**
 - 4.4 Validités des attestations**
- 5. ADJUDICATION**
 - 5.1 Qualité de l'adjudicataire**
 - 5.2 Bon de commande ou contrat**
 - 5.3 Prix**
- 6. EXÉCUTION**
 - 6.1 Métrés**
 - 6.2 Début des prestations**
 - 6.3 Installation de chantier**
 - 6.4 Exécution des prestations**
 - 6.5 Modifications des prestations**
 - 6.6 Nuisances sonores**
 - 6.7 Hydrocarbures et produits chimiques**
 - 6.8 Eaux produites par le chantier**
 - 6.9 Propreté et déchets de chantier**
 - 6.10 Mesures de sécurité et voisinage**
 - 6.11 Canalisations**
 - 6.12 Sinistres, dommages et vols**
 - 6.13 Assurances**
 - 6.14 Réception de l'ouvrage**
- 7. CONDITIONS DE PAIEMENTS**
 - 7.1 Définitions**
 - 7.2 Facturation**
 - 7.3 Délai de paiement**
 - 7.4 Montant des paiements**
 - 7.5 Vérification des paiements aux sous-traitants et fournisseurs**
 - 7.6 Décompte final**
 - 7.7 Compte prorata**
- 8. GARANTIES**
 - 8.1 Principe et procédures de garanties**
 - 8.2 Types de prestations ou achats soumis à garanties**
 - 8.3 Types de garanties à fournir**
- A ANNEXES**
 - A1 Modèle de facturation**
 - A2 Procédure de garanties**

1. PREAMBULE

Le présent cahier des charges a été élaboré par la Ville de Lancy, qui est une commune du canton de Genève (Suisse). Elle est une collectivité publique soumise à la législation en matière de marchés publics.

Le présent cahier des charges définit d'une part les conditions générales applicables aux appels d'offres, à la procédure et aux offres remises, ainsi qu'aux adjudications et d'autre part les conditions générales applicables aux contrats conclus avec des entreprises adjudicatrices, en matière de constructions, d'exécution de travaux et d'ouvrages.

En sus des conditions générales énoncées dans le présent cahier des charges, la Ville de Lancy peut, selon les marchés concernés, définir des conditions particulières qui priment sur les conditions figurant dans le présent cahier des charges. Les conditions particulières figurent dans le dossier d'appel d'offres.

Le présent cahier des charges doit être lu attentivement par le soumissionnaire avant la remise son offre. L'entier des conditions doit être valablement approuvé par le soumissionnaire. Pour se faire il doit le signer et le faire figurer dans le dossier d'offre qu'il remet, faute de quoi son offre doit être exclue.

Pour des offres inférieures à CHF 30'000 TTC, les exigences énoncées dans les chapitres comportant un « * » ne sont pas obligatoires ou peuvent être modifiées par la Ville de Lancy (VdL).

2. DEFINITIONS

2.1 Parties en présence

2.1.1. Maître de l'ouvrage

La Ville de Lancy (ci-après VdL), agissant par le Conseil administratif est le Maître de l'Ouvrage au sens de l'art. 363 du Code des Obligations (CO). Elle adjuge des mandats, des prestations et des travaux dans le cadre de la réalisation de constructions, de bâtiments, d'ouvrages, d'espaces publics, de voies publiques et de travaux, leur rénovation et leur transformation, notamment.

2.1.2 Adjudicateur

L'adjudicateur est la Ville de Lancy (VdL), agissant par le Conseil administratif, lorsque suite à un appel d'offres en procédure ouverte ou sur invitation, voire de gré à gré, elle adjuge des travaux ou prestations à une entreprise, un prestataire ou un mandataire.

2.1.3. Mandataire

La Ville de Lancy peut faire appel à divers corps de métiers pour l'appuyer dans les marchés qu'elle entend conduire en particulier pour la conception d'un ouvrage, de constructions, de bâtiments ou de travaux. Il peut s'agir notamment d'architectes, d'ingénieurs ou de spécialistes qui sont dénommés dans le présent cahier des charges : mandataires.

2.1.4. Direction des Travaux (DT)

La Ville de Lancy peut faire appel à des tiers pour assurer des prestations de suivi pour l'exécution d'ouvrage, de constructions, de bâtiments ou de travaux. Il peut agir par ses services ou par le biais, notamment d'architectes, d'ingénieurs, de spécialistes ou de techniciens, qui sont dénommés dans le présent cahier des charges : direction de travaux.

2.1.5. Soumissionnaire

La Ville de Lancy peut faire appel à candidatures, demander des offres et adjuger la réalisation de constructions, de bâtiments, d'ouvrages et de travaux, leur rénovation et leur transformation, notamment. Les architectes, ingénieurs, entreprises, spécialistes, techniciens ou autres prestataires sont appelés soumissionnaires dès qu'ils se sont inscrits, ont été invités à participer à une phase d'appel d'offres ou sollicité pour l'établissement d'un devis, et ce jusqu'à l'adjudication.

2.1.6 Adjudicataire

L'adjudicataire est l'architecte, l'ingénieur, l'entreprise, le spécialiste, le technicien ou autre prestataire à qui la Ville de Lancy a adjugé des travaux suite à l'offre présentée.

2.1.7 Prestataire

Le prestataire est le terme générique pour désigner une entreprise ou un mandataire ou un autre corps de métier qui effectue une prestation pour la VdL.

2.1.8 Service des Travaux et Urbanisme de la Ville de Lancy (STU)

Le Service des travaux et urbanisme de la Ville de Lancy est chargé de la gestion des dossiers relatifs à la réalisation de constructions, de bâtiments, d'ouvrages et de travaux, leur rénovation et leur transformation, notamment. Il représente la VdL dans le cadre de la cette gestion.

2.1.9 Service de l'Environnement de la Ville de Lancy (SE)

Le Service de l'environnement de la Ville de Lancy est chargé de la gestion des dossiers relatifs à la réalisation d'espaces publics extérieurs (parcs, jardins) et, leur rénovation et leur transformation et à l'entretien de ces espaces publics et des voies publiques, notamment. Il représente la VdL dans le cadre de cette gestion.

2.1.10 Service des Sports (SdS)

Le Service des Sports de la Ville de Lancy est chargé de la gestion des dossiers relatifs à la réalisation, rénovation, transformation et entretien des équipements sportifs, notamment. Il représente la VdL dans le cadre de cette gestion.

2.2 Autres définitions

2.2.1 Devis descriptif

Le devis descriptif, aussi dénommé parfois soumission, est le document d'offre rempli ou établi par le soumissionnaire qui détaille l'offre présentée et qui fait l'objet de l'évaluation par la VdL.

2.2.2 Dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres aussi dénommé parfois dossier de soumission est le dossier élaboré par la VdL ou son mandataire, qui est remis ou mis à disposition des soumissionnaires, afin qu'ils disposent de toutes les conditions et exigences de la VdL, pour qu'ils puissent présenter une offre.

2.2.3 Compte de prorata

Le compte de prorata est un compte destiné à couvrir les frais qu'il est difficile, voire impossible, d'attribuer au maître de l'ouvrage ou à un prestataire particulier. Ces dépenses sont réparties sur l'ensemble des prestataires concernés au prorata de leur facture finale. Les frais de gestion de déchets, d'hygiène et de sécurité, de planification, de nettoyage de fin de chantier sont exclus du compte de prorata.

3. OFFRES

3.1 Procédures et règlements

Dans la mesure où la VdL est une commune, elle est soumise à la législation sur la passation des marchés publics. Les procédures d'appel d'offres sont soumises en particulier l'Accord Intercantonal des Marchés Publics (AIMP – L 6 05) et le règlement cantonal sur la passation des marchés publics (RMP – L 6 05.01), selon les seuils définis par la législation.

En outre, les procédures d'appel d'offres puis les mandats sont soumis aux conditions énoncées dans les autres documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité dans lequel ils sont énoncés :

- les conditions particulières du dossier d'appel d'offres concerné;
- les conditions et exigences du présent cahier des charges ;
- les articles 363 et suivants et article 394 et suivants du code des obligations (CO) ;
- les conditions générales du contrat d'entreprise 2016 FMB-FAI-DU ;
- la norme SIA 118 «Conditions générales pour l'exécution des travaux de construction», version en vigueur
- les devis descriptifs et séries de prix énoncés dans l'offre;
- le dossier des plans dressés par le mandataire, le STU, le SE ou le SdS (selon le service en charge de l'appel d'offres) ;
- les ordres et prescriptions présentés par la DT en cours d'exécution ;
- les directives du DU « Pour un choix responsable des matériaux de construction - août 2007 », « Directive pour le choix des matériaux de construction – 26 juin 2006 », « Ecologie au travail, directive pour le choix des matériaux de construction, directive d'application – Mars 2006 ».

La VdL se réserve le droit de modifier la liste des documents énoncés ci-dessus pour des marchés de moins de CHF 30'000.- TTC.

3.2 Documents

2.3.1 Documents à disposition du soumissionnaire

L'offre en vue de l'exécution des travaux à rendre par le soumissionnaire est basée sur les documents du dossier d'appel d'offres qui, en cas d'adjudication, font partie intégrante du contrat. Les soumissionnaires peuvent se renseigner auprès du STU, du SES ou du SdS (selon le service en charge de l'appel d'offres) ou du mandataire désigné par la VdL, notamment pour consulter les plans, s'ils ne figurent pas dans le dossier.

2.3.2 Documents à fournir à la VdL ou à son mandataire.

Le soumissionnaire a l'obligation, avec son offre, de remettre tous les documents exigés. Par l'envoi de son offre, il accepte sans réserves toutes les conditions et exigences figurant dans le dossier d'appel d'offres (aussi dénommé communément soumission), le présent cahier des charges et dans les documents énoncés à l'article 3.2 du présent cahier des charges. Le fait de rendre la soumission sans observations implique de la part de l'adjudicataire :

- l'acceptation d'exécuter sans réserve les prestations, les travaux ou l'ouvrage selon les plans, descriptifs et les principes constructifs indiqués dans le dossier d'appel d'offres ;
- la parfaite connaissance des lieux, de ses accès et du genre de prestations à fournir et à exécuter.

3.3 Délai et lieu de remise de l'offre

L'offre doit être remise conformément aux conditions et exigences figurant dans le dossier d'appel d'offres.

L'offre doit, sauf mention spécifique dans le dossier d'appel offre, être retournée, dûment remplie, datée et signée, à MAIRIE DE LANCY, 41 ROUTE DU GRAND-LANCY, 1212 GRAND-LANCY. Elle doit être remise sous pli fermé, au plus tard à la date, voire l'heure indiquées dans l'avis de dossier d'appel d'offres, en portant, en outre, sur les enveloppes les inscriptions suivantes :

- le nom du dossier d'appel d'offres ;
- le nom du lot ;
- la mention « ne pas ouvrir »

Seules des offres arrivées, sous pli fermé, à l'adresse figurant dans la présente disposition, dans le délai énoncé, signées, datées et complètes peuvent être prises en considération. Les offres arrivées après le délai fixé seront exclues de la procédure d'adjudication.

3.4 Contenu et forme de l'offre

L'ensemble des documents contenus dans l'offre doit être rédigé en français et remis en un exemplaire, sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres, selon le format indiqué dans le dossier d'appel d'offres, mais dans tous les cas au moins en format papier.

Pour être valable, l'offre doit comprendre, sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres, au minimum les documents suivants, dûment remplis et signés :

- devis descriptif, présenté selon les conditions et exigences du dossier d'appel d'offres ;
- l'entier des autres documents exigés dans le dossier d'appel d'offres.

Les dossiers doivent contenir deux enveloppes séparées et fermées comprenant l'une le devis descriptif, voire ses annexes et l'autre l'entier des attestations exigées (voir notamment article 4.1).

3.5 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 180 jours à compter de la date limite de remise de l'offre, sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres prévoyant une autre durée. Cette durée peut être prolongée d'entente entre la VdL et le soumissionnaire.

3.6 Indemnités

Le soumissionnaire n'a droit à aucune indemnité pour l'élaboration de son offre.

3.7 Réserves et variantes

Au cas où le soumissionnaire formule des réserves sur certains points ou propose des variantes, si celles-ci sont admises, il doit les présenter dans un document séparé, intégré dans le dossier d'offre, faute de quoi elles ne peuvent être prises en considération. Les variantes doivent être rédigées, selon la même forme que celle du devis descriptif, en respectant l'ordre des articles de celui-ci, faute de quoi elles ne peuvent être prises en considération.

3.8 Informations complémentaires et questions

Le soumissionnaire est réputé connaître toutes les conditions et exigences de sa future intervention (accès, nature des sols, voisinage, occupations des locaux et des installations, etc.). Il doit visiter le site de réalisation faisant l'objet de l'appel d'offres.

Bien que le projet soit clairement défini dans le dossier d'appel d'offres, le soumissionnaire peut demander des explications complémentaires ou poser des questions, exclusivement au mandataire si la VdL en a désigné un ou à défaut au STU, au SE ou au SdS (selon le service en charge de l'appel d'offres) et par écrit, au plus tard 10 jours à compter de la date de la publication de l'appel d'offres ou de remise du dossier en cas d'absence de publication, sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres. Aucune réponse n'est donnée, si la demande n'est pas formulée par écrit ou remise hors du délai imparti.

3.9 Planning de réalisation

Le soumissionnaire, par la remise de son offre, s'engage à respecter le planning intentionnel de la VdL. Les dates exactes seront fixées dans le contrat d'entreprise ou de mandat conclu avec l'adjudicateur.

3.10 Sous-traitance et travail temporaire

Les travaux ou prestations (ci-après prestations) ne peuvent être confiés à un sous-traitant que dans les cas prévus à l'art. 364 CO et seulement si le dossier d'appel d'offres n'exclut pas explicitement de la sous-traitance. Le soumissionnaire a l'obligation d'annoncer à la VdL s'il compte utiliser un sous-traitant pour exécuter tout ou partie des travaux adjugés et ce jusqu'à la fin de l'exécution. La VdL se réserve le droit d'exiger la continuation des prestations par l'adjudicataire lui-même, si le sous-traitant ne respecte pas les conditions et exigences du dossier d'appel d'offres ou du contrat, paie des salaires inférieurs à ceux en usage dans la région, ou ceux fixés par les conventions collectives de travail.

Le soumissionnaire s'assure que ses sous-traitants respectent les conditions de travail en vigueur dans leur profession et sont à jour avec l'administration fiscale et le paiement de toutes leurs cotisations sociales. Il doit transmettre à la VdL pour ses sous-traitants les mêmes documents qu'il doit lui-même fournir dans son offre.

L'entreprise doit de plus prouver que les effectifs ne comptent pas plus de 20% de personnel temporaire.

Dans le cas où le soumissionnaire contreviendrait à cet article, la VdL se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire de la procédure d'appel d'offres, de révoquer l'adjudication, de résilier le contrat avec effet immédiat, sans aucune indemnité, de suspendre les paiements, voire d'exiger qu'il fasse appel à un autre sous-traitant. En outre, le non-respect de cet article décharge la VdL de toute responsabilité envers le sous-traitant non déclaré.

3.11 Consortium

Le soumissionnaire peut former un consortium de mandataires, d'entreprises et/ou de fournisseurs associés si le dossier d'appel d'offres n'exclut pas explicitement la constitution de consortium pour répondre à l'appel d'offres. Si les prestations sont adjugées en commun à une association ou à un groupe de soumissionnaires, chacun d'eux répond personnellement et solidairement de tous les engagements contractés. Le consortium doit s'inscrire au registre du commerce, dans la mesure du possible, et contracter une assurance RC spécifique pour exécuter les prestations qui lui sont confiées par la VdL.

Le consortium doit désigner un pilote, agréée par la VdL, chargé de le représenter valablement, qui est son seul interlocuteur. Un consortium ne peut s'adjoindre de nouveaux membres, et les membres ne peuvent se retirer après la remise du dossier d'offre, qu'avec le consentement écrit de la VdL.

3.12 Devis descriptif / offre

Le devis descriptif ou l'offre, aussi communément appelé soumission (ci-après le devis descriptif) doit être présenté selon les conditions et exigences du dossier d'appel d'offres et du présent cahier des charges. Il doit être dûment complété, daté et signé pour être valable.

Si le texte du dossier d'appel d'offres et des documents qu'il comprend peut s'interpréter de plusieurs manières et engendrer des différences d'exécution, de métrage ou de prix, le soumissionnaire a l'obligation d'en aviser par écrit la VdL et son éventuel mandataire, dès qu'il le constate, mais au plus tard lors de la remise de son offre. Les conditions et exigences prévues dans le dossier d'appel d'offres doivent s'interpréter dans le sens de la meilleure exécution des prestations.

Tous les prix demandés dans le dossier d'appel d'offres doivent être indiqués d'une façon précise et sans équivoque. Tous les prix du devis descriptif sont des prix par unité (m², ml, pièces par exemple), sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres. Ils s'entendent pour une prestation complète et entièrement achevée, dans les règles de l'art. La VdL est en droit pour tout prix manquant ou manifestement erroné de le remplacer par le montant correspondant le plus élevé de toutes les offres reçues pour les prestations concernées, ceci pour l'analyse multicritères et la décision d'adjudication.

Toutes les prestations ou parties de prestations, voire fournitures qui, bien que non spécifiées dans le devis descriptif, sont nécessaires pour l'exécution des prestations décrites dans le dossier d'appel d'offres, doivent être comprises et explicitées dans les prix indiqués par le soumissionnaire. Ce dernier ne peut en aucun cas se prévaloir d'une lacune ou d'un oubli dans le devis descriptif ou d'explications insuffisantes pour demander une augmentation de ses prix, pas plus que pour prétendre être déchargé de ses obligations, s'il ne l'a pas communiquée à la VdL dans le cadre de son offre.

3.13 Prix et indemnités

Les prix figurant dans l'offre doivent être exprimés en francs suisses, hors TVA. Cette dernière (au taux légal en vigueur) doit être ajoutée aux montants récapitulatifs de l'offre, si possible en page de garde du devis.

Doivent, en particulier, être compris dans les prix offerts :

- les coûts de l'organisation complète du chantier, les coûts liés à la responsabilité directe ou indirecte, tous les frais d'assurance tels incendies, dégâts d'eau, vol, sabotage, etc. Le fait de devoir reprendre un travail à plusieurs reprises dû à des difficultés prévisibles lors de la remise de l'offre ne peut pas constituer un droit à des suppléments ;
- les coûts des consommations des énergies nécessaires à l'exécution des prestations, en étant précisé que le soumissionnaire doit prévoir toutes les mesures possibles pour limiter sa consommation d'eau, d'électricité ou autres énergies. Si ces mesures entraînent des coûts, ils doivent être contenus dans les prix offerts ;
- les coûts des installations provisoires et des mesures de protection et de prévention, notamment celles énoncées dans les présentes conditions ;
- les indemnités de salaire pour heures perdues par suite d'intempéries, prévues à l'art. 60, alinéa 2 de la norme SIA 118 ;
- les coûts liés à des interruptions de prestations conditionnées par les nécessités du chantier ;
- les coûts de l'installation de chantier, son évacuation et la remise en état des lieux aussitôt le chantier terminé ;
- les coûts liés au manque de zones d'installation à disposition ;
- les coûts générés par les mesures contre le bruit, contre les autres nuisances, liés aux eaux produites par le chantier, à la propreté du chantier, à l'évacuation et l'élimination des déchets de chantier et par les mesures de sécurité, y compris les taxes.

Les prix peuvent être unitaires, globaux ou forfaitaires selon la définition des articles 39,40 et 41 de la norme SIA 118.

Les travaux en régie selon les articles 44, 45, 48 et 49 de la norme SIA 118 ne peuvent en aucun cas comporter des heures de surveillance, cette dernière étant due en permanence par le soumissionnaire et devant être comprise dans les prix du soumissionnaire.

Pour les éventuelles locations de machines ou de véhicules, ne sont payées que les heures effectives de travail, l'offre devant énoncer les tarifs horaires.

4. CONDITIONS POUR SOUMMISSIONNER

4.1 Conditions de participation *

Sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres, ne sont prises en considération que les offres accompagnées au minimum pour le soumissionnaire et cas échéant les sous-traitants des documents suivants datés de moins de 3 mois au moment de l'ouverture des soumissions :

- attestations justifiant que la couverture du personnel en matière d'assurances sociales est assurée conformément à la législation en vigueur au siège du soumissionnaire et que ce dernier est à jour avec le paiement de ses cotisations ;
- attestation certifiant pour le personnel appelé à travailler sur territoire genevois ;
- soit que le soumissionnaire est lié par la convention collective de travail de sa branche, applicable à Genève,

- soit qu'il a signé, auprès de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT), un engagement à respecter les usages de sa profession en vigueur à Genève, notamment en ce qui concerne la couverture du personnel en matière de retraite, de perte de gain en cas de maladie, d'assurance-accident et d'allocations familiales ;
- attestation de l'autorité fiscale compétente justifiant que le soumissionnaire s'est acquitté de ses obligations en matière d'impôt à la source retenu sur les salaires de son personnel ou qu'il n'a pas de personnel soumis à cet impôt ;
- déclaration du soumissionnaire s'engageant à respecter le principe de l'égalité entre femmes et hommes.

4.2 Critères d'aptitude *

Sauf mention de critères spécifiques dans le dossier d'appel d'offres, pour être admis à soumissionner, le soumissionnaire doit répondre aux critères d'aptitude suivants :

- exercer en qualité d'entreprise inscrite, à son siège social, au Registre du commerce, voire au Registre des Entreprises ou dans un registre professionnel, une activité en rapport, quant à sa nature et à son importance, avec celle dont relève la soumission ;
- disposer d'une expérience réussie pour des prestations analogues à celles faisant l'objet de l'appel d'offres ;
- disposer de personnel qualifié pour l'exécution des prestations décrites et pour assurer le respect du délai d'exécution fixé dans le dossier d'appel d'offres, lors de la remise de l'offre et jusqu'à l'achèvement de l'exécution ;
- disposer du matériel, des machines et des pièces de rechange en rapport avec la nature des prestations décrites et dans le délai fixé dans le dossier d'appel d'offres.

4.3 Critères d'adjudication *

Sauf mention de critères spécifiques dans le dossier d'appel d'offres, les offres sont évaluées sur la base des critères et de la hiérarchie ci-dessous, avec une pondération à définir selon le type de prestations:

- prix
- adéquation des solutions techniques proposées avec le cahier des charges
- garantie et prestations de service (entretien et maintenance)
- démarches et mesures en lien avec le développement durable
- mesures prises pour la protection et la santé des travailleurs
- formation d'apprentis et perfectionnement professionnel
- emploi de personnes en situation de handicap.

En l'absence de mention dans le dossier d'appel d'offres chaque critère a la même pondération.

4.4 Validités des attestations *

Pour être valables, les attestations énoncées à l'article 4.1 et les documents attestant du respect des critères prévus aux articles 4.2 et 4.3 ne doivent pas être antérieurs de plus de 3 mois à la date limite fixée pour la remise de l'offre, sauf dans le cas où elles ont, par leur contenu, une durée de validité supérieure.

Dans le cas où la VdL n'exclut pas, pour les prestations concernées, la constitution de consortiums et la sous-traitance les attestations et documents attestant du respect des critères d'aptitude doivent être fournis par tous les membres du consortium et tous les sous-traitants.

5. ADJUDICATION ET CONTRAT

5.1 Qualité d'adjudicataire

Pour bénéficier de la qualité d'adjudicataire, le soumissionnaire doit recevoir une décision d'adjudication écrite de la part la VdL, qui peut être sujette à recours, si la procédure est soumise au RMP. Cette décision ne vaut pas contrat ou commande.

5.2 Bon de commande ou contrat

Un bon de commande conforme au système comptable de la VdL et/ou un contrat, en deux exemplaires, fondés sur le dossier d'appel d'offres et l'offre remise, respectant les conditions et exigences de la VdL est adressé à l'adjudicataire. Dans le cas d'un contrat, il doit le signer et renvoyer un exemplaire en bonne et due forme à la VdL pour qu'il soit valablement conclu. A défaut de bon de commande en bonne et due forme ou de contrat signé par les deux parties, l'adjudicataire ne pourra se prévaloir d'aucune relation contractuelle entre lui et la VdL, ni d'un quelconque droit à une indemnité.

Dans le cas d'un bon de commande, le double de celui-ci devra être joint à la facture ou à la première demande d'acompte ou situation, relative aux prestations commandées.

5.3 Prix

La VdL est en droit pour tout prix manquant ou manifestement erroné dans le dossier d'appel d'offres de le remplacer par le montant correspondant au prix le plus bas figurant dans les offres remises par les autres soumissionnaires.

6. EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1. Métrés/forfaits/travaux en régie

Les quantités indiquées dans le devis descriptif sont indicatifs. Les métrés seront faits contradictoirement selon l'article 142 norme SIA 118, si possible pour être intégrés dans le contrat ou le bon de commande sous forme d'attachements et serviront de base à la facturation des prestations au fur et à mesure de l'avancement des prestations; les attachements doivent être signés par les parties, faute de quoi, ils ne seront pas considérés comme valables.

Le prix forfaitaire rémunère le prestataire pour un ensemble de prestations, un ouvrage ou une partie d'ouvrage définis dans le marché. Il rémunère le prestataire indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser une prestation décrite dans le descriptif. Le prix forfaitaire définit dans le contrat ou le bon de commande ne peut être modifié.

Les travaux en régie sont rémunérés en fonction des heures et des matériaux utilisés, selon les tarifs définis dans le contrat ou le bon de commande. Aucuns travaux en régie ne peuvent être exécutés sans l'accord préalable écrit de la DT, en particulier s'ils ne sont pas prévus dans les prestations définies dans le contrat ou le bon de commande.

6.2 Début des prestations

Avant de commencer les prestations, l'adjudicataire est tenu d'examiner les lieux et les plans, de contrôler la nature et la qualité des fonds et sous-constructions sur lesquels il est appelé à travailler. Il doit immédiatement informer la DT s'il a un doute ou une observation à formuler ou constaté une erreur, faute de quoi il en assume la responsabilité et ne peut s'en prémunir en cas de litige.

6.3 Installation de chantier

La zone d'installation de chantier doit se faire si possible en dehors du domaine public.

Les limites du chantier sont indiquées sur le plan d'installation de chantier fourni par la DT. D'autres surfaces que celles indiquées par elle ne peuvent pas être utilisées pour le trafic, le stationnement, l'entreposage ou les installations, sauf acceptation écrite de la DT.

Il appartient à l'adjudicataire d'effectuer les démarches auprès des propriétaires privés, pour le domaine privé ou auprès des autorités publiques compétentes pour le domaine public pour l'obtention des zones nécessaires à la réalisation du chantier, avant le début du chantier. Il doit, en outre, prendre en charge les éventuels frais de location, taxes, redevances et émoluments, qui en découleraient.

6.4 Exécution des prestations

L'adjudicataire doit s'engager à réaliser toutes les prestations dans les règles de l'art, avec des matériaux neufs de premiers choix, en utilisant de la main-d'œuvre qualifiée et en quantité suffisante pour assurer une exécution normale et dans les délais définis dans le dossier d'appel d'offres, la commande ou le contrat.

L'adjudicataire est tenu d'organiser son travail, de façon à ne pas entraver les autres corps de métier, pour toutes les prestations ou réalisations nécessitant la collaboration de plusieurs corps de métier. Il est tenu de prendre toutes dispositions utiles, en étroite collaboration avec ses collègues, pour assurer une exécution ou une pose impeccable. L'adjudicataire de la prestation s'engage à commander immédiatement toutes les fournitures nécessaires à l'exécution de son contrat afin d'éviter toutes hausses.

6.5 Modifications des prestations

La DT se réserve le droit d'introduire dans le projet toute modification qu'elle jugera utile; l'adjudicataire ne pourra en aucun cas demander une indemnité du fait de ces changements.

Pour toute prestation non prévue, quelle que soit son importance, l'adjudicataire doit établir immédiatement sur demande de la DT, des devis d'adjonction ou de réduction. Ils doivent être calculés sur la base des prix de l'offre et par analogie à ceux-ci. Les devis doivent être présentés au mandataire ou à défaut à la VdL cinq jours au moins avant l'exécution des prestations auxquelles elles se rapportent. Si cette exigence n'est pas respectée, l'adjudicataire s'engage à s'en rapporter, aux prix fixés par la DT, ou à défaut par la VdL, au moment des règlements des factures y afférentes, sans contestation possible. L'exécution de la prestation non prévue ne pourra être entreprise avant que la DT, ou à défaut par la VdL, en ait donné l'ordre formel, sauf s'il s'agit de prestations de peu d'importance. Dans ce cas celles-ci pourront être exécutées en régie et acceptés comme tels, à la condition qu'ils aient été communiquées à la DT avant leur réalisation et que les attachements lui soient soumis pendant leur exécution.

6.6 Nuisances sonores

Toutes les mesures permettant de réaliser les prestations en protégeant le personnel et le voisinage des nuisances sonores doivent être mises en œuvre. L'adjudicataire doit respecter la directive sur les mesures de construction et d'exploitation destinées à limiter le bruit des chantiers selon l'article 6 de l'ordonnance sur la protection contre le bruit du 15 décembre 1987 de l'Office fédéral de l'environnement (directive sur le bruit des chantiers).

La DT se réserve le droit d'exiger le changement de machines et véhicules non conformes aux dispositions de ladite directive.

6.7 Hydrocarbures et produits chimiques

Il est interdit à l'adjudicataire de laisser s'écouler dans le terrain des eaux usées, des carburants, des huiles, ou des produits chimiques. Le remplissage de réservoirs de carburant, le nettoyage et la vidange des machines ainsi que l'entreposage de matières ou de liquides nuisibles à la nappe phréatique ne peuvent se faire qu'en respectant strictement les prescriptions en vigueur. Les prestations de remise en état et de dépollution engendrés par l'inobservation des prescriptions, intentionnellement ou par la négligence de l'adjudicataire sont à sa charge.

6.8 Eaux produites par le chantier

Les eaux de lavage des éventuelles centrales à béton, ou provenant du lavage des camions d'évacuation des terres ou de livraison de béton, doivent être, sauf accord écrit de la VdL, recyclées, ou prétraitées dans une installation de décantation et de neutralisation prévue à cet effet avant d'être évacuées.

Les eaux pompées en fond de fouilles doivent être décantées avant d'être évacuées.

En cas de nécessité, les eaux doivent être pompées, aux frais de l'adjudicataire, en permanence, jour et nuit, sans aucune interruption.

6.9 Propreté et déchets du chantier

Le chantier (y compris les échafaudages) et ses abords (y compris les voies publiques et privées, c'est-à-dire les voies de circulation véhiculaires, les pistes/bandes cyclables et les trottoirs/voies pour les piétons) doivent être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Un nettoyage permanent (balayeuse) des voies publiques et privées, situées sur le territoire communal et empruntées par les véhicules desservant le chantier, ainsi que les accès aux propriétés voisines doit être effectué par l'adjudicataire. Les surfaces de stockage et les zones de chantier doivent être entretenues quotidiennement.

Les matériaux impropres et non utilisés doivent être évacués rapidement et conformément au plan de gestion des déchets et à la norme SIA 430. L'adjudicataire doit remplir le formulaire cantonal de déclaration de gestion des déchets de chantier. Les déchets seront triés afin qu'ils puissent être déversés ou éliminés conformément à la législation fédérale et cantonale.

En cas de non-respect de ces règles, la VdL se réserve le droit de faire exécuter les travaux de nettoyage et d'évacuation par une entreprise spécialisée, aux frais de l'adjudicataire.

6.10 Mesures de sécurité et voisinage

L'adjudicataire doit fournir les plans « hygiène et sécurité » (PHS). Il doit prendre toutes les mesures pour que la réalisation de ses travaux s'effectue sans mise en danger ou gêne des personnes et des biens et assure la sécurité et la protection du personnel et des usagers (selon les prescriptions de la SUVA). Il doit mettre en place et prendre à sa charge toutes les protections contre les chutes de matériaux ou de personnes, contre les éclaboussures, projections, poussières nécessaires pour l'exécution de toutes les prestations.

L'adjudicataire doit apporter un soin tout particulier à l'obturation des trémies et des vides et à la pose de barrières de protection pour éviter tout risque de chute de personnes, de matériaux ou de matériel. Ces obturations et protections doivent offrir une protection parfaite pendant et en dehors des heures d'ouverture du chantier.

L'attention de l'adjudicataire est particulièrement attirée sur les égards dus aux habitants et aux propriétés voisines du chantier. Les accès piétons, cyclistes et véhiculaires aux habitations et aux installations publiques doivent être maintenus en tout temps.

L'adjudicataire doit prendre toutes mesures pour atténuer autant que faire se peut les nuisances dues au chantier. Il veille tout particulièrement à ce que le stationnement des véhicules de ses ouvriers ne gêne ni n'entrave le trafic local et privilégiera les transports en commun pour permettre aux ouvriers d'accéder au chantier.

L'adjudicataire doit protéger les forêts adjacentes et les arbres maintenus. Si des arbres devaient être abîmés, un traitement immédiat selon les directives de spécialistes doit être effectué, les coûts de traitement ou éventuellement de remplacement des arbres sont à la charge de l'adjudicataire.

6.11 Canalisations

L'adjudicataire a l'obligation de prendre toute disposition pour éviter d'obturer, même partiellement, les canalisations ou égouts privés ou publics. Il supporte tous les frais de nettoyage, curage ou remplacement ainsi que les dommages causés par des inondations provoquées par ces faits.

Il appartient à l'adjudicataire de requérir les autorisations nécessaires, de rechercher les conduites et canalisations de toutes natures qui peuvent exister sur les lieux du chantier et de les protéger. Avant d'entreprendre des travaux sur ou sous les voies publiques, l'adjudicataire doit aviser toutes les autorités compétentes, consulter les plans et s'informer de la situation exacte des canalisations ou conduites souterraines. Il ne peut en aucun cas invoquer son ignorance pour restreindre sa responsabilité en cas de dommage.

6.12 Sinistres, dommages et vols

L'adjudicataire est tenu d'annoncer immédiatement tout sinistre aux autorités compétentes. La VdL et la DT doivent être directement avisés en cas d'accidents graves nécessitant l'intervention de tiers.

L'adjudicataire doit assurer l'entretien et la surveillance des prestations, du chantier ou partie de chantier qui lui ont été adjugés jusqu'à la réception de toutes ses prestations. Il est seul responsable de tous les dommages ou vols que ses prestations ou matériaux pourraient subir et doit, à ses frais, assurer les réfections, remises en état ou remplacements éventuels.

6.13 Assurances

En fonction du montant des prestations et du type de prestations adjugées, la VdL contracte, pour la durée du chantier, une assurance en responsabilité civile (RCMO) et une assurance travaux de construction (TC) couvrant l'ouvrage en cours de construction, y compris les matériaux et éléments de construction qui en font partie.

Pour sa part l'adjudicataire est tenu de disposer d'une assurance RC avec une couverture minimum de CHF 2'000'000.- par sinistre, sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres et de s'assurer contre le vol, le sabotage, l'incendie, les dégâts des eaux. Il peut être recherché en responsabilité, lorsque ses ouvriers ou auxiliaires sont responsables d'actes ou de négligences ayant provoqué des dommages aux biens, aux personnes ou aux ouvrages des autres prestataires ou de la VdL.

6.14 Réception de l'ouvrage

Lorsque la prestation adjugée constitue une partie d'un tout, la réception de celui-ci ne peut porter que sur l'exécution complète des prestations. Selon les articles 159 et suivants de la norme SIA 118, la réception peut être acceptée sous réserve de l'élimination des défauts mineurs dans un délai fixé ou refusée dans le cas de défauts majeurs.

7. CONDITIONS DE PAIEMENTS

7.1 Définitions

7.1.1. Acomptes à la commande ou avance

Si le dossier d'appel d'offres stipule que les acomptes sur approvisionnements sont assortis d'une clause de transfert de propriété au profit de la VdL (voir art. 8.1 garantie de restitution d'acompte), le versement d'acomptes à la commande ou avance sur (pour) approvisionnements sont possibles, avant la réalisation des prestations adjugées.

7.1.2 Acomptes (ou situation)

Seules les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution peuvent ouvrir le droit à l'obtention d'un acompte. Les acomptes sont fixés selon des modalités et une périodicité fixées par la VdL dans le contrat. Le montant des acomptes peut être :

- soit déterminé a priori : montant exprimé en pourcentage du montant initial du marché, correspondant à l'exécution de phases techniques ou en fonction de jalons calendaires (échancier de paiement) ;
- soit calculé a posteriori par la constatation des prestations effectuées, présentées et justifiées par l'adjudicataire dans des situations dont la forme est précisée par le cahier des charges de dossier d'appel d'offres correspondant, ou selon les règles comptables de la VdL.

7.1.3 Décompte final ou solde

Le décompte final ou solde est un décompte remis par l'adjudicataire à la VdL. Ce document se présente sous la forme d'un projet de décompte final établissant le montant total des sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de la prestation adjugée dans son ensemble, les évaluations étant faites en tenant compte des prestations réellement exécutées.

7.2 Facturation

7.2.1 Demandes d'acomptes

Les demandes d'acomptes, situations et factures finales sont présentées en 3 exemplaires et doivent être remises à la DT, ou à défaut à la VdL, le 20 du mois au plus tard, rédigées d'après le modèle annexé aux présentes conditions générales (Annexe 1). Elles doivent comprendre notamment :

- le numéro du bon de commande de la VdL
- le numéro de la demande
- le total des prestations adjugées
- la valeur totale des prestations exécutées au jour de la demande
- les rabais et escomptes
- les acomptes ou situations reçus
- le montant du paiement demandé.

Le montant de l'acompte peut s'exprimer, en cas d'accord avec la VdL et de la DT, en pourcentage d'avancement des travaux effectués jusqu'à 60% du montant du contrat et par CFC. Au-delà de ce pourcentage d'avancement, les factures devront faire apparaître les montants de tous les articles du contrat en précisant la quantité exécutée, l'unité, le montant unitaire et le montant total des articles.

7.2.2 Frais de reproduction

Voir détail Annexe 4.

7.3 Délai de paiement

Sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres d'une autre durée, les paiements s'effectueront dans un délai maximum de 60 jours après la réception de la demande d'acomptes, la situation et la facture finale par la DT représentant la VdL.

La VdL se réserve le droit de prolonger le délai de paiement si les conditions définies aux articles 7.2, 7.5, 8.1, 8.2 et 8.3 ne sont pas remplies.

7.4 Montant des paiements

Sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres d'autres montants, les paiements s'effectueront comme suit :

- jusqu'à 90 % du montant des prestations exécutées ou en cours d'exécution et sur présentation par l'adjudicataire de situations cumulatives détaillées et après vérification de celles-ci par la DT, ou à défaut la VdL ;
- à 100 % après vérification finale, exécution des retouches exigées et réception de la garantie en raison des défauts, établie et fournie conformément à l'article 8.1 du présent cahier des charges.

7.5 Vérification des paiements aux sous-traitants et fournisseurs

L'adjudicataire autorise formellement la VdL à contrôler, en tout temps, la rémunération par ledit adjudicataire des prestations des sous-traitants éventuels autorisés selon art. 3.10 du présent cahier des charges.

Sur demande de la VdL, l'adjudicataire doit fournir en tout temps le justificatif du paiement de ses sous-traitants ou fournisseurs.

7.6 Décompte final

Le projet de décompte final établi par l'adjudicataire est accepté ou rectifié par la VdL pour devenir un décompte général définitif qui est le fondement de la facture finale, où doit figurer le descriptif complet et détaillé des travaux.

Le délai de vérification du projet de décompte final par la VdL et la DT est de trois mois dès réception dudit décompte. Ce projet de décompte final des travaux doit être établi en 3 exemplaires, en suivant l'ordre du contrat et de ses éventuels avenants et en stipulant les acomptes ou situation demandés et reçus. Il sera remis par l'adjudicataire au plus tard deux mois après la réception provisoire. La VdL et la DT sont en droit de faire établir le décompte aux frais de l'adjudicataire si celui-ci ne le remet pas dans le délai qui lui est fixé. Dans ce cas ou si la VdL et la DT corrigent le projet de décompte final, l'adjudicataire doit accepter le décompte par écrit, avant tout versement.

7.7 Compte prorata (hors génie-civil et travaux d'aménagements extérieurs)

Lors de l'établissement du décompte final, une retenue pour le compte prorata est opérée sur le montant des travaux hors taxe pour participation aux frais divers tels que l'établissement de conduites provisoires d'eau, de téléphone, d'électricité et d'éclairage, l'entretien des lieux d'aisance, vestiaires et réfectoires éventuels, ainsi que celui des chaussées d'accès au chantier, les nettoyages périodiques, éclairage, surveillance, dégâts et dommages non attribuables ainsi que pour participation aux primes d'assurance responsabilité civile (RCMO) et travaux de construction (TC) contractées par la VdL.

Sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres et en présence de plus de deux prestataires sur le chantier (hors sous-traitance), une retenue est opérée au titre du compte prorata. Elle s'élèvera à 1,2 % du montant hors taxe de la facture finale.

8. GARANTIES

8.1 Principes et procédures de garanties

Sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres les principes et procédures de garantie sont fixées selon l'Annexe 2 au présent cahier des charges.

Les garanties énoncées dans l'Annexe 2 sont définies comme suit :

- a) garantie de restitution d'acompte : engagement destiné à garantir à la VdL de la restitution des acomptes à la commande ou avance versés si l'adjudicataire ne remplit pas ou pas entièrement ses obligations contractuelles, qui doit être fourni par l'adjudicataire, sous forme d'une caution bancaire ou d'assurance, d'un montant correspondant à 100% du montant TTC de l'acompte à la commande ou avance à verser.
- b) garantie de bonne exécution * : engagement destiné à assurer le respect de l'ensemble des obligations contractuelles de l'adjudicataire vis-à-vis de la VdL qui doit être fourni par l'adjudicataire, sous forme d'une retenue en espèces (% sur chaque situation) par défaut ou d'une caution bancaire ou d'assurance, délivrée avant le début des prestations à la demande de la VdL.
- c) garantie en raison des défauts * : engagement servant à couvrir toute prétention financière de la VdL en raison de vices cachés apparus pendant la période de garantie et délivré à la fin des travaux, qui doit être fourni par l'adjudicataire, sous forme d'une caution bancaire ou d'assurance. Une garantie contractuelle d'un fabricant ne peut se substituer à la garantie en raison des défauts.

8.2 Types de prestations soumis à garanties

Les types de prestations soumises à garantie sont définis conformément à l'Annexe 2 du présent cahier des charges.

8.3 Types de garanties à fournir

Sauf mention spécifique dans le dossier d'appel d'offres ou dans le contrat, les types de garantie à fournir sont définis conformément à l'Annexe 2 du présent cahier des charges.

8.3.1 Retenue ou garantie en espèces

Pour la garantie de bonne exécution, la Ville de Lancy procède à une retenue en espèces sur chaque acompte versé sans autre indication de l'adjudicataire.

Pour la garantie en raison des défauts, la retenue en espèces est en principe proscrite. Elle est substituée par une garantie bancaire ou d'assurance conformément à l'article 8.3.2. Toutefois, si l'adjudicataire le demande ou y consent par écrit, la VdL peut procéder à une retenue en espèces, ne portant pas intérêts, qui sera restitué à l'adjudicataire à l'échéance, sur simple demande, si aucune prétention de la VdL à raison de défauts n'a été formulée.

8.3.2 Garantie bancaire ou d'assurance *

La garantie bancaire ou d'assurance peut être délivrée uniquement par un établissement bancaire ou d'assurance suisse, reconnu sur le marché. Elle doit être établie en français. Pour les travaux d'un montant inférieur à CHF 5'000'000.- TTC, la garantie constitue un cautionnement solidaire. La Ville de Lancy peut demander le paiement à la banque ou à une compagnie d'assurance dès que la créance est effective et exigible. Pour les travaux d'un montant supérieur à CHF 5'000'000.- TTC, la garantie est obligatoire, irrévocable, indépendante du contrat de base, payable à première réquisition de la Ville de Lancy, sans pouvoir faire valoir aucune objection.

Par sa signature ci-dessous, le soumissionnaire accepte l'entier des conditions et exigences du cahier des charges de la VdL.

Lu et approuvé le _____

Le soumissionnaire (timbre et signature) : _____

ANNEXES

- Annexe 1 : Modèle de facturation**
- Annexe 2 : Procédure de garanties**
- Annexe 3 : Garantie acompte à la commande**
- Annexe 4 : Frais de reproduction**

Cahier des charges validé par le Conseil administratif de la Ville de Lancy le **2 avril 2019**.

ANNEXE 1 - MODELE

ENTREPRISE
N° de TVA

Adresse de facturation :
VILLE DE LANCY
Rte du Grand-Lancy 41
1212 GRAND-LANCY

N° DE FACTURE
DATE DE LA FACTURE

Concerne : *Libellé exhaustif du concerne de la commande VdL*

CFC XXX

Adjudication ou commande n° XXX du XX.XX.XXXX			100'000.00
	Rabais	2.00%	-2'000.00
	Prorata	1.20%	-1'176.00
total net de la commande TTC			96'824.00
Complément de commande n° XXX du XX.XX.XXXX			20'000.00
	Rabais	2.00%	-400.00
	Prorata	1.20%	-1'176.00
total net de la commande TTC			18'424.00
Total des commandes TTC			115'248.00

Situation 2

DATE DE LA LIVRAISON DE LA PRESTATION

DU XX.XX.XXXX AU XX.XX.XXXX

Descriptif de la commande détaillé.

Les factures "selon devis" ne sont pas acceptées.

Les prestations doivent être livrées pour obtenir le paiement de la facture.

Toute demande, dont les prestations ne sont pas fournies, doit être accompagnée d'une

garantie de remboursement d'acompte d'une banque ou d'assurance suisse, reconnue sur le marché.

MONTANT BRUT DE LA FACTURE			41'678.25
Rabais	41'678.25	2.00%	-833.57
Escompte			-
S/total			40'844.68
Prorata	40'844.68	1.20%	-490.14
			40'354.54
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	40'354.54	8.00%	3'228.36
Total net TTC			43'582.90
Réserve de métrés	-		
Retenue de garantie (TTC) ***	43'582.90	10.00%	-4'358.30
Total TTC			39'224.60
Acomptes précédents (TTC)			-15'000.00
Montant à payer			24'224.60

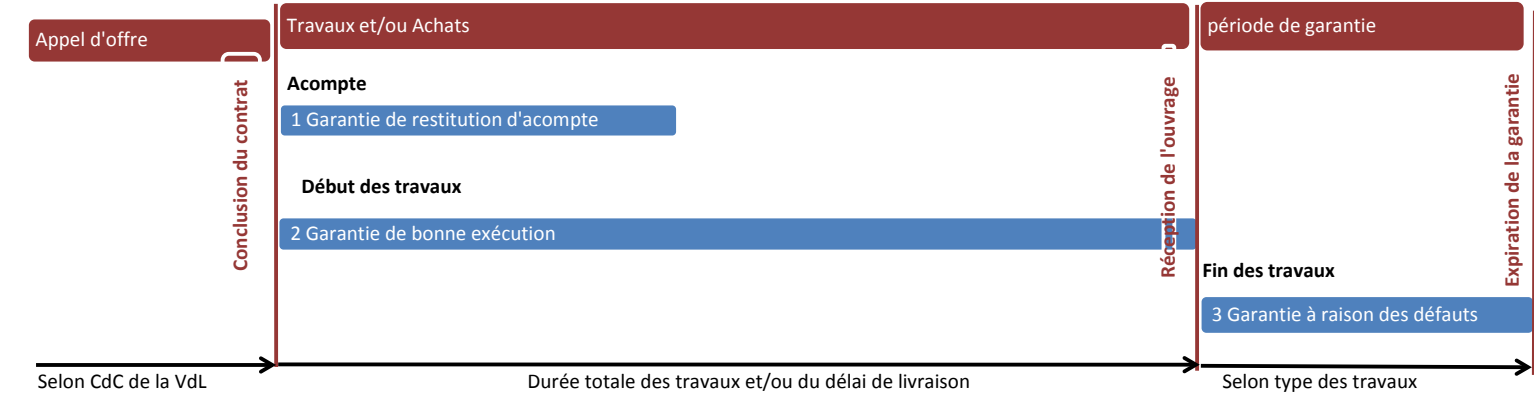
=====> Indications du compte bancaire

*** Garantie : se référer aux conditions énoncées à l'article 8 du cahier des charges de la Ville de Lancy et à son annexe 2

PRINCIPES ET PROCÉDURES POUR LES GARANTIES EN FAVEUR DE LA VILLE DE LANCY

Ces principes et procédures sont à lire en lien avec le cahier des charges de la Ville de Lancy relatif à des marchés de construction téléchargeables sur www.lancy.ch
En cas de marchés multiples, c’est la partie majoritaire du marché au niveau du coût qui définit les modalités de garantie

1 - PRINCIPE DE GARANTIES



2 - TYPES DE TRAVAUX SOUMIS A GARANTIES (selon CdC de la VdL)

				Pendant les Travaux		Après les travaux	
Prestations	Statut	Type de travaux ou d'équipements	Montant CHF TTC	1 - Garantie de restitution d'acompte montant	2 - Garantie de bonne exécution durée (jusqu'à)	3 - Garantie à raison des défauts montant	durée
TRAVAUX	EXCEPTION moins de garantie	Démolition - Excavation -	inférieur à 30'000	non exigée		non exigée	
		Échafaudages - Nettoyage - Plantations	de 30'000 à 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	10% *	réception des travaux
		- Déviations lignes TPG	plus de 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	10% *	réception des travaux
	BASE pour tous travaux	Terrains - Bâtiments - Aménagements	dés 10'000	égal à l'acompte	livraison prestation	non exigée	10%
		Extérieurs et autres travaux non	de 30'000 à 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	10%	dépôt de garantie en raison défauts
		détaillés	plus de 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	10%	dépôt de garantie en raison défauts
	EXCEPTION 1 x plus de garantie	Revêtement Routier	dés 10'000	non applicable		non exigée	10%
			de 30'000 à 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	10%	dépôt de garantie en raison défauts
			plus de 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	10%	dépôt de garantie en raison défauts
	EXCEPTION 2 x plus de garantie	Etanchéité - Dispositifs photovoltaïques et capteurs solaires	dés 10'000	non applicable		non exigée	10%
			de 30'000 à 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	10%	dépôt de garantie en raison défauts
			plus de 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	10%	dépôt de garantie en raison défauts
EQUIPEMENTS	BASE pour tous équipements	Equipements d'Exploitations - Ameublement - Décoration	inférieur à 30'000	égal à l'acompte	livraison prestation	non exigée	Fabricants
			de 30'000 à 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	non exigée	10%
			plus de 300'000	égal à l'acompte	livraison prestation	non exigée	5%

* le cas échéant, garantie limitée au montant de la phase des travaux en cours.

3 - TYPES DE GARANTIES A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE (selon appel d'offre ou à négocier au moment du contrat)

1 Garantie de restitution d'acompte

Engagement destiné à couvrir la VdL de la restitution des acomptes versés si l'adjudicataire ne remplit pas ou pas entièrement les obligations contractuelles, qui doit être fourni par l'adjudicataire. CAUTION BANCAIRE OU D'ASSURANCE UNIQUEMENT sur 100% du montant de l'acompte (TTC).

La garantie bancaire ou d’assurance doit être irrévocable, indépendante du contrat de base, payable à première réquisition de la Ville de Lancy, sans pouvoir faire valoir aucune objection.

2 Garantie de bonne exécution

Engagement destiné à assurer le respect de l'ensemble des obligations contractuelles de l'adjudicataire vis-à-vis de la VdL délivré avant le début des travaux, qui doit être fourni par l'adjudicataire. RETENUE EN ESPECE (% sur chaque situation) OU CAUTION SOLIDAIRE BANCAIRE OU D'ASSURANCE.

Pour la garantie de bonne exécution, la Ville de Lancy procède à une retenue en espèces sur chaque acompte versé sans autre indication de l'adjudicataire. En cas d'établissement d'une garantie bancaire ou d'assurance, elle constitue un cautionnement solidaire, c'est-à-dire que la VdL peut demander le paiement à la banque ou à la compagnie d'assurance dès que la créance est effective et exigible.

3 Garantie en raison des défauts

Engagement servant à couvrir toute prétention financière de la VdL en raison de vices cachés apparus pendant la période de garantie et délivré à la fin des travaux, qui doit être fourni par l'adjudicataire. CAUTION BANCAIRE OU D'ASSURANCE UNIQUEMENT.

Pour la garantie en raison des défauts, la retenue en espèces est en principe proscrite. Elle est substituée par une garantie bancaire ou d'assurance. Toutefois, si l'adjudicataire le demande ou y consent par écrit, la VdL peut procéder à une retenue en espèces, ne portant pas intérêts, qui sera restituée à l'adjudicataire à l'échéance, sur simple demande, si aucune prétention de la VdL à raison des défauts n'a été formulée.

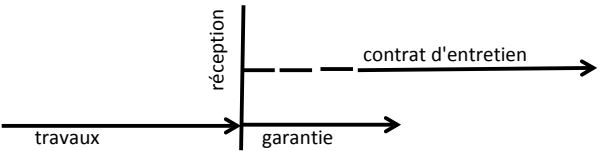
- Pour les travaux d'un montant inférieur à CHF 5'000'000.- TTC, la garantie constitue un cautionnement solidaire. La VdL peut demander le paiement à la banque ou à la compagnie d'assurance dès que la créance est effective et exigible.
- Pour les travaux d'un montant supérieur à CHF 5'000'000.- TTC, la garantie est obligatoire, irrévocable, indépendante du contrat de base, payable à première réquisition de la VdL, sans pouvoir faire valoir aucune objection.

Pour plus de détail, se reporter au cahier des charges précité

4 - AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AUX GARANTIES

4.1. La garantie bancaire ou d'assurance peut être délivrée uniquement par un établissement bancaire ou d'assurance suisse, reconnu sur le marché.
Elle doit être établie en français.

4.2. La garantie n'est pas liée au contrat d'entretien



Abréviations :
VdL : Ville de Lancy
CdC Cahier des Charges

Allianz Suisse Société d'Assurances SA**Account Management**

Hohlstrasse 552, CH-8048 Zürich

Entrepreneur / Maison tenue à fournir la garantie:

NOM + ADRESSE ENTREPRISE

Zurich, 30.10.2012

Garantie d'ouvrage**Certificat de garantie no** _____

Maître / Bénéficiaire de la garantie:

VILLE DE LAUCH

Date du contrat d'entreprise ou de livraison:

DATE CONTRAT

Projet / Description des travaux
ou des livraisons:OBJET / ADRESSE OUVRAGE
CRC - TRAVAUX

Montant de la garantie:

CHF MONTANT DE LA GARANTIE (ET NON DES TRAVAUX)

Validité de la garantie:

du --- jusqu'au ---

Le maître a conclu avec l'entrepreneur un contrat portant sur les travaux/livraisons susmentionnés. La garantie pour défauts doit être assurée par une garantie d'ouvrage. A la demande de l'entrepreneur, la société soussignée s'engage par la présente, de façon irrévocable, à payer au maître, à première réquisition de sa part, indépendamment de la validité et des effets juridiques dudit contrat et sans faire valoir d'exception ni d'objection résultant dudit contrat, tout montant jusqu'à concurrence du plafond susmentionné contre remise, par le maître, d'une demande de paiement et d'une confirmation écrites attestant que l'entrepreneur n'a pas rempli ses obligations contractuelles en matière de garantie pour défauts et que le montant réclamé au titre de cette garantie est dû au maître. Tout paiement fait en vertu de la présente garantie réduit d'autant l'obligation de la société soussignée.

Seules les prétentions du maître qui parviennent à la Société par lettre recommandée pendant la durée de validité de cette garantie peuvent être acceptées.

Si aucune prétention ou communication ne parvient à la Société pendant la validité de la garantie, son engagement expire automatiquement et complètement indépendamment des prétentions avancées à l'égard de l'entrepreneur ou du renvoi du document.

Les prétentions découlant de cette garantie sont soumises au droit suisse. Le for de juridiction est le siège de la société, le siège ou le domicile en Suisse ou au Liechtenstein du maître.

Allianz Suisse Société d'Assurances SA



K.P. Röhrler



J. Wittwer

REÇU 17 DEC. 2013

Garantie pour acompte n° 3

Entrepreneur / Maison tenue à fournir la garantie:

Acomet SA

Atelier de construction métallique

rue Pré-du-Pont

CH-1868 Collombey

Zurich, 9.12.2013

Garantie d'acompte \ de paiement anticipé

Certificat de garantie no T841312114

Maître / Bénéficiaire de la garantie:

Ville de Lancy

route du Grand-Lancy 41, CH-1212 Grand-Lancy

Date du contrat d'entreprise ou de livraison: 24.09.2013

Projet / Description des travaux
ou des livraisons:

CFC No 215, façades

Construction d'un bâtiment administratif

route du Grand-Lancy, CH-1212 Grand-Lancy

Montant de la garantie:

CHF 250'000.00

Validité de la garantie:

du 25.12.2013 jusqu'au 31.03.2014

Le maître a conclu avec l'entrepreneur un contrat portant sur les travaux/livraisons susmentionnés. Par ledit contrat, le maître s'engage à verser un acompte à l'entrepreneur. Une garantie de restitution d'acompte doit être fournie en tant que sûreté pour la restitution de l'acompte au cas où les travaux ou livraisons ne seraient pas exécutés, ou pas exécutés conformément aux termes dudit contrat. A la demande de l'entrepreneur, la société soussignée s'engage par la présente, de façon irrévocable, à payer au maître, à première réquisition de sa part, indépendamment de la validité et des effets juridiques dudit contrat et sans faire valoir d'exception ni d'objection résultant dudit contrat, tout montant jusqu'à concurrence du plafond susmentionné contre remise, par le maître, d'une demande de paiement et d'une confirmation écrites attestant que l'entrepreneur n'a pas fourni les prestations convenues par le contrat et que le montant réclamé au titre de cette garantie est dû au maître. Tout paiement fait en vertu de la présente garantie réduit d'autant l'obligation de la société soussignée.

Seules les prétentions du maître qui parviennent à la Société par lettre recommandée pendant la durée de validité de cette garantie peuvent être acceptées.

Si aucune prétention ou communication ne parvient à la Société pendant la validité de la garantie, son engagement expire automatiquement et complètement indépendamment des prétentions avancées à l'égard de l'entrepreneur ou du renvoi du document.

Les prétentions découlant de cette garantie sont soumises au droit suisse. Le for de juridiction est le siège de la société, le siège ou le domicile en Suisse ou au Liechtenstein du maître.

Allianz Suisse Société d'Assurances SA



R. Umbricht



B. Spicher



ANNEXE 4

FRAIS DE REPRODUCTION

Les frais maximum de débours sont fixés comme suit :

Photocopies :

Photocopie A4 N/B	0,20 frs TTC
Photocopie A4 couleur	1,50 frs TTC
Photocopie A3 N/B	0,30 frs TTC
Photocopie A3 couleur	2,00 frs TTC

Plans Plotter :

Noir/ blanc roulés	12,50 frs TTC/m ²
Couleurs roulés	26,-- frs TTC/m ²
Noir/blanc pliés	13,20 frs TTC/m ²
Couleurs pliés	28,-- frs TTC/m ²

NB : les plans jusqu'au format A3, y compris celui-ci, sont assimilés à des photocopies.

Les photocopies ou tirages à usage interne (non remis à la Ville de Lancy) en lien avec le mandat ne sont pas remboursés par la Ville de Lancy.

Lancy, le 2 avril 2019